N°3 – SEPTEMBRE 2018

LE DRAPEAU ROUGE

ORGANE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE MAOISTE

- Prolétaires et peuples opprimés de tous les pays, unissez-vous ! -

50° Anniversaire de Mai-Juin 1968

Dossiers :

MAI-JUIN 1968

LA GUERRE POPULAIRE AU PÉROU

Edito

Il y a un siècle désormais, « une grande lueur se levait à l'Est ». Cette flamme que l'on n'avait plus vue depuis la Commune a fait briller bien des regards. Elle a forgé une génération de révolutionnaires, de communistes trempés dans la lutte des classes, qui furent l'ossature du mouvement ouvrier et qui portèrent la bannière de la libération et de l'Internationale partout dans le monde.

Ce flambeau s'est transmis à la Chine, où il a continué de brûler dans la guerre révolutionnaire, lors de l'expérimentation socialiste, puis dans la révolution culturelle, qui continue d'être un exemple de lutte acharnée contre la restauration du capitalisme, contre la destruction des conquêtes du prolétariat. La bataille antirévisionniste a été livrée dans chaque pays, et a jeté les bases de ce qui deviendra plus tard le maoïsme, notamment en France après Mai 68.

Quand les pays socialistes ont disparu, de petits groupes déterminés ont lutté contre le courant pour inlassablement retrouver cette flamme. Et cette poignée de révolutionnaires conséquents l'ont retrouvée, et l'ont portée sur les toits du monde, de la cordillère des Andes jusqu'aux montagnes de l'Himalaya en passant par le Dersim, et les forêts profondes de l'Inde et de l'archipel des Philippines. Intellectuels, travailleurs et paysans ont empoigné le livre et le fusil. Leur exemple a soulevé les masses à leur suite : malgré les massacres de la contre-révolution, malgré les défaites et les trahisons, ils ont continué d'avancer en portant toujours plus haut le drapeau rouge. Leur expérience s'est incarnée dans la lutte de ligne au sein du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste, elle s'est concrétisée dans le marxisme-léninisme-maoïsme, théorie issue de tous ces combats, de toutes ces leçons.

Aujourd'hui, nous luttons toujours pour l'unité des communistes autour de cette théorie guide, à une époque où la nécessité de l'Internationale se fait plus que jamais sentir, face aux guerres sans fin entre les impérialismes concurrents, face à la misère à tous les niveaux de l'existence, face à la destruction de la vie sur Terre elle-même par le capitalisme pourrissant.

Mais aujourd'hui, un vent puissant souffle de nouveau à l'Est, de cette « zone des tempêtes » mondiale où les guerres populaires sont les plus avancées. Les partis prolétariens avancent et se renforcent ; là où ils se sont effondrés, ils se reconstruisent, portés à bout de bras par une nouvelle génération de révolutionnaires. Des guerres issues de l'impérialisme, de l'injustice du système bourgeois, ou de l'écocide capitaliste peut naître demain l'élan qui balaiera ce monde et qui posera les fondations du nouveau. Comme disait Marx, il s'agit d'oser « prendre d'assaut les cieux ». De nouveau le vent se lève et la tempête arrive : relevons le drapeau rouge, car cette tempête est la nôtre.

Dans ce numéro du Drapeau Rouge, vous trouverez ainsi des dossiers sur le Parti Communiste du Pérou, référence clé du mouvement maoïste actuel.

Enfin, un dossier porte sur l'expérience des maoïstes dans les années 60-70. Nous n'oublions pas que ce sont les camarades de l'Union des Jeunesses Communistes (marxistes-léninistes) qui attaquèrent bravement une exposition d'extrême-droite en soutien à l'agression américaine au Vietnam, un dimanche 28 avril. Cette opération commando fut un succès complet : pour une fois, des communistes attaquaient et mettaient en déroute le groupe fasciste Occident en plein Paris, malgré l'ambiance pacifiée de la France des années 60. La spirale de menaces fascistes, de répression policière et de mobilisation universitaire qui suivit fut à l'origine de l'explosion de Mai – et cela, alors que l'UJC(ml) ne s'y attendait absolument pas. A l'heure où tant d'opportunistes célèbrent le cinquantenaire de Mai 68 en espérant l'enterrer, nous saluons ce soulèvement étudiant, mais nous préférons pour notre part honorer Juin 68, mois de révoltes ouvrières, de bouillonnement idéologique et de lutte politique intense.

Plus que jamais, nous disons : osons lutter, osons vaincre !

Pérou 80-93 : une décennie de guerre populaire

« Des milliers d'indiens et de métisses

Descendent vers la ville

Telle une avalanche rouge

Avec des muscles d'acier

Et des voix de tonnerre, criant « Liberté ! »

Car ils savent que les jours du Pachacutec

Et des Inkarri sont arrivés. »

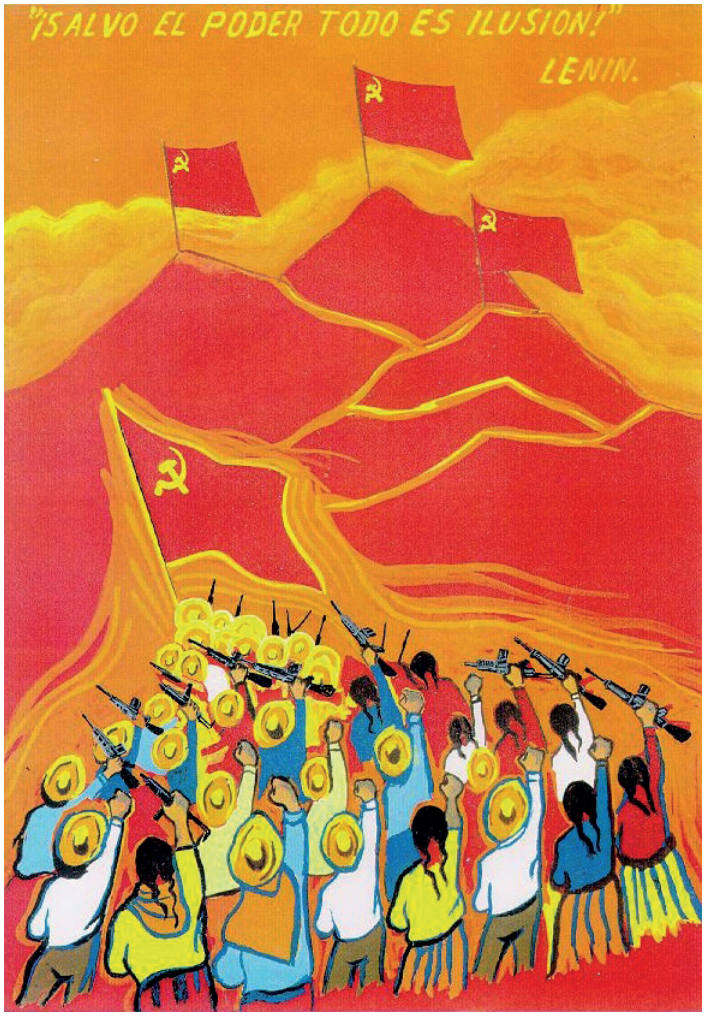
Traduction d'une poésie du PCP

Introduction

Ce dossier traitera de la période comprise entre 1980 et 1993 au Pérou, durant laquelle s'est rapidement développée une guerre populaire qui aura marqué profondément le mouvement communiste international. Celle-ci a pris des formes diverses et a constitué un affrontement extrêmement violent avec l'État péruvien, posant les bases de la Nouvelle Démocratie et portant le drapeau rouge de l'université d'Ayacucho aux bidonvilles de Lima, des jungles de la frontière bolivienne aux sommets des Andes. Cette lutte acharnée a fait se lever un vent puissant dans le monde entier – particulièrement en Amérique latine, où aujourd'hui plusieurs organisations marchent dans les pas du PCP, au Brésil, au Mexique, en Équateur ou au Chili.

Ce conflit, sur lequel existent très peu de sources fiables en français, a plusieurs facettes qui ne peuvent être réduites aux caricatures habituelles. On aurait tort de renvoyer l'expérience du Parti Communiste du Pérou à la propagande produite sur le « Sentier Lumineux ». Son histoire complexe ne peut se résumer à la comptabilité macabre de la « commission pour la vérité et la réconciliation » mise en place par le vieil État péruvien après dix ans de conflit et dont le but était de prouver la culpabilité de la Révolution tout en épargnant les assassins militaires et policiers.

Il ne s'agit ni de la dernière révolte des Incas, ni d'un modèle communiste importé par l'influence étrangère. Il ne s'agit pas d'une histoire purement péruvienne, ni non plus d'un exemple classique de lutte armée. La



guerre populaire au Pérou, lutte armée révolutionnaire s'étant approchée des portes du pouvoir, englobe tous ces aspects contradictoires, et bien d'autres. Elle a constitué un relais important dans l'histoire du communisme, transmettant l'expérience des luttes armées communistes des années 70 aux années 2000, dans une période de recul général des mouvements révolutionnaires. Son existence a prouvé que l'Histoire ne s'arrêtait pas et que l'effondrement final du bloc soviétique ne signifiait en rien la disparition du communisme. C'est bien le PCP qui a permis le passage du marxisme-léninisme « pensée Mao » au marxisme-léninisme-maoïsme (MLM–le communisme actuel) en synthétisant et en universalisant cette troisième étape de la pensée révolutionnaire.

Pourtant, cette guerre populaire s'est ensuite affaiblie à partir de 1991, jusqu'à pratiquement disparaître de la vie politique péruvienne. Son histoire a pu ensuite être réécrite par les vainqueurs pour en faire une période noire de l'histoire nationale, où la subversion antichrétienne serait apparue aux marges de l'État, répandant la terreur, corrompant des pans fragiles de la société avant d'être écrasée par un gouvernement énergique. Récit efficace et désormais hégémonique, partagé tant par la gauche que par la droite, mais qui ne dit pourtant rien de la réalité du conflit.

Est-ce que le Pérou constituait un terreau idéal pour une renaissance tardive du communisme, avec ses inégalités sociales abyssales, son économie fragile et sa classe politique divisée ? Qui étaient ces senderistas qui ont rejoint et développé un mouvement révolutionnaire clandestin jusqu'à contrôler la majeure partie du territoire national ? Quelle ont été leur stratégie, leurs forces, leurs erreurs ? Quel a été leur rapport aux populations indigènes ou à la religion chrétienne, questions centrales de la société péruvienne ? Enfin, comment expliquer les rapides succès initiaux de la guérilla, puis son recul tout aussi inattendu ?

Autant d'interrogations aujourd'hui encore débattues, et dont il sera question dans ce dossier. Notre objectif sera de présenter de manière synthétique une histoire de la guerre populaire au Pérou, pour en tirer des leçons à même d'alimenter la réflexion et l'action actuelles des communistes.

Signification de la guerre populaire au Pérou

Pourquoi la guerre populaire au Pérou est-elle connue en Occident ? Principalement, bien sûr, pour une mauvaise raison : du fait du caractère sanguinaire du conflit, la guérilla péruvienne a hérité d'une réputation sectaire et cruelle, qui a permis à la contre-révolution de la dénigrer au fil du temps en construisant un récit manichéen, passant sous silence les crimes du gouvernement.

Ensuite, pour une bonne raison : dans la période particulière des années 80-90, l'URSS s'effondrait, la Chine populaire était liquidée, les sociaux-démocrates commençaient à assumer ouvertement leur soumission aux lois du marché et le discours néolibéral de « fin de l'Histoire » devenait la nouvelle référence dominante. Ce discours peut être résumé par la célèbre phrase de Margaret Thatcher : « Il n'y a pas d'alternative » (au capitalisme). Aujourd'hui pourtant, Thatcher est morte et enterrée, alors que le mouvement du prolétariat vit et combat.

Dans cette période donc, la guerre populaire menée par le PCP était le seul exemple de guérilla communiste à se développer rapidement dans le monde, participant à la reconstruction d'un mouvement international, tandis que d'autres luttes étaient liquidées, stagnaient, ou se retrouvaient isolées. Elle a donc bénéficié d'un prestige mondial qui a inspiré une nouvelle génération de communistes.

Ce que nous allons montrer ici, c'est que le PCP a su se développer non pas comme une secte sanguinaire, mais comme un authentique parti communiste analysant avec justesse la situation nationale du Pérou pour produire une stratégie cohérente. En cela, le PCP est l'expression des contradictions de la société péruvienne et de la période historique dans laquelle

il est né :

- contradiction entre l'impérialisme et les nations et peuples opprimés ;
- contradiction entre le prolétariat du Pérou et la bourgeoisie, liée à l'impérialisme américain ;
- mais aussi contradiction entre les centre-villes, plus bourgeois, plus blancs, plus catholiques, plus espagnols en somme, et de l'autre côté les bidonvilles ouvriers et les campagnes paysannes des Andes, avec leurs populations métisses ou indigènes, héritières d'une culture quechua de résistance aux colons venus de la côte et donc méfiantes vis-à-vis de l'Église catholique et de l'État péruvien.

Origine et développement du PCP

Le Pérou est un pays issu de la colonisation espagnole de l'Empire inca, ayant acquis son indépendance en 1821. Sa société est fortement divisée, entre la métropole de Lima et la région de la côte Pacifique peuplée par les colons, et l'arrière-pays de montagnes et de jungles, peuplé d'indigènes parlant notamment la langue quechua. Les inégalités économiques sont également très violentes : dans les campagnes, les grands propriétaires terriens exploitent des propriétés latifundiaires où travaillent les prolétaires indigènes.

Le Parti Communiste du Pérou fut fondé par José Carlos Mariategui entre les années 1928 et 1930. Mariategui était un théoricien et dirigeant communiste de haut niveau, qui a légué au mouvement communiste une analyse très poussée de la réalité nationale péruvienne. Son travail démontre l'importance de la question indigène, à travers les pratiques de communisme primitif sous l'Empire inca, l'analyse de la violence coloniale et la nécessité de mythes révolutionnaires capables de mobiliser les masses. Il faut noter que l'œuvre de Mariategui ne s'arrête pas là : il a aussi produit des travaux importants sur le fascisme en Europe.

C'est à l'université d'Ayacucho que le PCP est refondé en 1970 autour d'Abimael Guzman (nom de guerre : Gonzalo), professeur de philosophie sensibilisé à la réalité de la lutte des classes après avoir mené l'enquête ouvrière dans les bidonvilles. A l'origine, il s'agit d'une

scission du principal parti prochinois, le PCP dit « Bandera Roja », elle-même scission majoritaire du PC révisionniste. Le Pérou est en effet l'un des rares pays où les marxistes-léninistes ont pris le dessus lors de la grande bataille anti-révisionniste des années 60. Le nouveau parti est appelé sendero luminoso par ses adversaires, à cause d'une citation de Mariategui qui sert de nom au journal du Front Révolutionnaire Étudiant d'Ayacucho lié au parti : « le marxisme-léninisme ouvrira le sentier lumineux jusqu'à la révolution ».

La particularité du PCP est d'être rigoureux dans sa démarche. Le nouveau parti ne se paye pas de mots : il établit un plan d'action sur le long terme, devant mener au déclenchement de la guerre populaire prolongée. Aucun de ses concurrents ne le prend au sérieux à ce moment. Cette guerre populaire doit déboucher sur une révolution de nouvelle démocratie permettant de libérer le pays de l'impérialisme. Elle s'accompagne d'un rejet absolu du réformisme électoral et du révisionnisme.

De 1970 à 1980 le parti est dans une phase de structuration méthodique. Il commence par tenter de prendre le contrôle des universités d'Ayacucho, Huamanga, Huancayo et Lima via des organisations de front. Cette méthode connait des succès jusqu'en 1975, quand les élections universitaires sont perdues. Mais cet aspect public n'est qu'en fait très secondaire dans la stratégie du parti, qui emploie les universités qu'il contrôle comme des bases arrières pour recruter, former des cadres, accumuler des forces et établir des liens dans la paysannerie et les bidonvilles. De nombreux étudiants et professeurs métis issus de communautés pauvres retournent ainsi dans leurs villages andins avec une solide formation théorique, et des organisations de quartier construisent des liens avec le parti qui seront plus tard vitaux pour lancer la guerre populaire. Cette décennie est aussi le moment où le parti construit des cellules ailleurs dans le pays et met en place des organisations de front (notamment en posant les bases du Mouvement Féminin Populaire) pour préparer les futures bases de guérilla.

Début 1980 ont lieu des rencontres clandestines du comité central à Ayacucho lors du second plénum, aboutissant à la création d'un Directoire révolutionnaire. Une Première École Militaire, très théorique, a aussi lieu avant que les cadres ne rejoignent leurs zones de guérilla. Un document extrêmement important est publié à cette occasion : ILA80, « Commencer la lutte armée. »

La première action a lieu le 17 Mai 1980 : il s'agit du boycott des élections, les premières après 12 ans de régime militaire. Un commando majoritairement féminin brûle les urnes dans le village andin de Chuschi. Peu après, une soixantaine de jeunes gens du MOTC (Mouvement des Ouvriers et Travailleurs Classistes), armés de cocktails molotovs, attaquent une mairie dans Lima. La lutte armée, sous-estimée par l'État, se développe rapidement. La même année, l'état d'urgence est déclaré dans la province d'Ayacucho. La guerre populaire se déploie au moment même où la bourgeoisie péruvienne passe d'un régime militaire à

une démocratie parlementaire conventionnelle.

L'EGP, l'Armée Populaire de Guérilla, s'organise en trois forces : une force principale, une force locale, et une force de base (constituée de milices locales). Seule la force principale est lourdement armée, puisqu'elle mène les offensives.

Il faut noter que la réaction étatique prend des formes diverses en fonction de l'évolution de la situation. Elle se caractérise à partir du début de l'année 1982 par une militarisation de la contre-insurrection, avec l'intervention directe de l'armée. La polarisation des camps commence alors, la répression nourrissant la haine de classe. Les forces de police recourent rapidement à la torture des prisonniers politiques (on estime que 92% des inculpés pour terrorisme la subissent), aux exécutions sommaires, aux disparitions forcées, aux détentions arbitraires.

L'implication des forces armées ne fait qu'aggraver la situation puisque ces dernières en profitent pour régler leurs comptes avec la gauche parlementaire sous le prétexte de la lutte antiterroriste. Les populations andines sont également touchées : considérés depuis longtemps comme des citoyens de seconde zone, les *indios* voient leurs villages parfois intégralement détruits quand ils sont suspectés d'être sympathisants du PCP.

Lors de ces opérations les soldats prennent l'habitude de porter des cagoules pour protéger leur vie privée. L'effet pervers de cette pratique est le total anonymat dont ils bénéficient durant leurs exactions, dans un contexte d'autonomisation du pouvoir militaire par rapport au pouvoir politique – une situation fréquente dans l'histoire des guerres contre-révolutionnaires.

En septembre 1982 tombe Edith Lagos, capturée et assassinée par l'armée. Elle commandait un détachement de l'EGP qui avait attaqué la prison d'Ayacucho et libéré de nombreux prisonniers politiques. Elle avait 19 ans. Ses funérailles furent interdites par l'État péruvien, et pourtant plus de 30.000 personnes y participèrent, soit presque la moitié de la population de la ville.

Mais la présence militaire ne pouvant couvrir tous les territoires touchés par la « guerre populaire », le gouvernement de Fernando Belaúnde choisit à partir de 1982 de renforcer les *rondas campesinas*, des milices paysannes constituées traditionnellement pour protéger les troupeaux et assurer la sécurité des villages reculés. Les *rondas campesinas* atteindront 250 000 membres vers 1990 et contribueront beaucoup aux massacres : les armes et la couverture légale permirent d'innombrables vols, rackets, viols, meurtres et autres vengeances personnelles sordides.

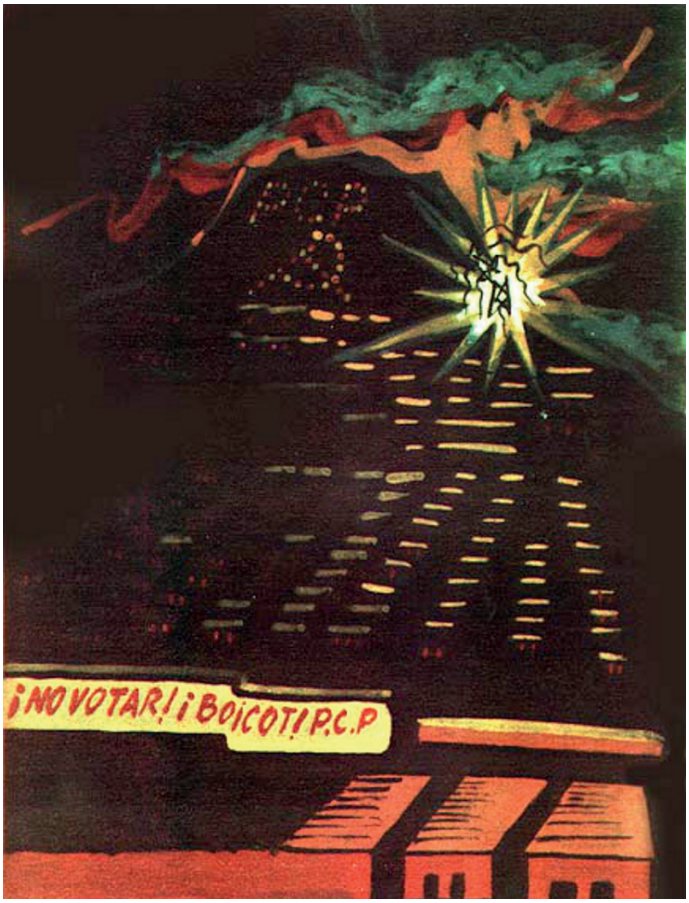
Le PCP prend la mesure de ce danger : en armant les paysans des Andes contre les militants, le gouvernement cherche à diviser le peuple. Cette spirale conduit

au lynchage atroce de militants du PCP dans certains villages mis sous pression par le gouvernement. Ainsi en 1983 Olegario Curitomay, responsable communiste, est lapidé puis brûlé vif dans le village de Lucanamarca. Les colonnes de guérilla répliquent en anéantissant 69 personnes dans ce village. A ce sujet, Gonzalo explique dans une interview donnée au journal public El Diario, alors proche du PCP, qu'il fallait prouver que le parti « était une noix dure à briser ». Il s'agissait de montrer que ces révolutionnaires n'étaient pas de la même trempe que ceux venus auparavant. Par la suite, l'immense majorité des violences dans les villages des Andes seront le fait de l'armée et des *rondas* qui pousseront d'ailleurs les villageois à émigrer vers les bidonvilles des centres urbains.

Structure et organisation du PCP

Petit à petit la guérilla s'étend, formant ses cadres rouges et ses colonnes de guérilla. Des comités populaires ouverts sont établis dans les bases d'appui, en parallèle de la structure clandestine reposant sur les cellules du parti. Le PCP est structuré verticalement depuis la cellule jusqu'au comité central et inversement en passant par les comités régionaux et départementaux. Les comités populaires organisent la vie dans les zones libérées, avec des responsables militaire, logistique et politique. Leurs attributions vont de la célébration des mariages au recrutement pour l'armée de guérilla en passant par le travail communal (la moitié des récoltes allant au peuple, l'autre moitié au parti pour sa subsistance et la logistique des opérations), les manifestations et la scolarité. Les bases d'appui sont fondées quand une région a assez de comités populaires actifs: à la mi-1989, 80 comités populaires et 20 bases d'appui existaient dans les départements d'Ayacucho et de Huancavelica. Ces comités populaires sont supervisés par les comités régionaux. Sous l'autorité du comité central dirigé par Gonzalo, les six comités régionaux bénéficient d'une certaine autonomie qui renforce la flexibilité tactique de l'organisation, tout en maintenant une forte coordination stratégique nationale.

En même temps, le parti développe et renforce un embryon d'armée rouge (l'Ejército Guerrillero Popular) et un Front populaire démocratique et révolutionnaire. Ce dernier est extrêmement important : composé d'organisations légales ou illégales, il agit dans toute la société civile pour créer un lien entre les cellules clandestines et la société civile. Il est composé d'organisations étudiantes (Movimiento Estudiantil Clasista), féminines (Movimiento Femenino Popular), syndicales, d'assistance de classe (Socorro Popular)… A Lima par exemple, les cadres du parti étant jugés trop mous par le comité central, c'est le Secours populaire animé clandestinement par le PCP qui court-circuite l'organigramme officiel du parti en étant placé directement sous les ordres



de la direction politique centrale. Le parti arrive à bâtir des groupes d'avocats populaires soutenant ses militants et va jusqu'à développer sa sphère d'influence dans l'enseignement et l'administration. Depuis la psychologue de la police ayant accès à des informations confidentielles jusqu'au leader ouvrier connu dans son usine, les communistes ont des yeux partout.

Après 1983, le PCP progresse dans la métropole de Lima autour du Comité Métropolitain et développe son front ouvrier, le MOTC, Mouvement des Ouvriers et Travailleurs Classistes (créé dès 1976, il regroupe diverses organisations de travailleurs, de femmes, de jeunes, de paysans, d'intellectuels). La protection de la direction du parti est aussi une des attributions de la métropole. Le parti s'appuie sur trois axes à Lima : les écoles populaires, la coordination urbaine et les organismes générés, regroupés en 1983 dans le Mouvement Révolutionnaire de Défense du Peuple qui constitue un saut qualitatif par rapport au MOTC. Le Comité Métropolitain forme des comités d'action et coordonne quatre « équipes spéciales » pour les attaques : une équipe d'annihilation, une équipe d'assaut organisant la diversion, une équipe chargée de riposter en cas de contre-attaque et de maintenir un périmètre, et une équipe terminant le travail en laissant des revendications sur place.

Les communications et les pylônes électriques sont visés par les comités d'action pour plonger la ville dans le noir, des locaux de partis sont dynamités, des graffitis sont peints, des rondes ou des entraînements sont ouvertement mis en place dans les quartiers pauvres où se concentrent les paysans ayant fui la campagne, et des actions spectaculaires sont organisées telles que le dessin de la faucille et du marteau en lettres de feu sur les collines surplombant Lima.

Dans les premières années, ces opérations dans la capitale sont assez modestes et plutôt symboliques mais bien médiatisées. Après 1985 et l'élection d'Alan García Pérez à la présidence de la république, la réorganisation du Comité Métropolitain en fait une force réelle, capable de mener des opérations politiques et militaires très avancées. La « guerre populaire » s'étend alors sur le quart du pays.

Le PCP se développe aussi dans les bidonvilles, comme la communauté de Raucana, et tout autour de « l'autoroute centrale », une zone urbaine très industrialisée, au cœur de l'économie péruvienne. Le nombre de grèves armées augmente : les ennemis du peuple sont directement visés durant la grève. Malgré tout, l'influence du PCP dans l'industrie reste cependant limitée à certaines zones et entreprises, le travail clandestin et les longues grèves produisant des confrontations importantes mais n'entraînant pas la masse des prolétaires.

Même capturés, les communistes ne se rendent pas. La lutte s'organise dans les prisons où les détenus ont imposé une certaine autonomie : ils partagent la nourriture, organisent la formation politique et mettent en place des cérémonies impressionnantes.

centaines de milliers de femmes indigènes dans une optique génocidaire, car il considère que les fœtus sont de futurs guérilleros. Il sera d'ailleurs condamné à 25 ans d'emprisonnement en 2009, tout comme le chef de ses services de renseignement. Le bilan de la contre-insurrection est terrible : des milliers de disparitions et d'exécutions, la torture généralisée, la présence renforcée d'opératifs de la CIA et de l'armée américaine sous couvert d'opérations « antidrogue », des villages entiers détruits…

Ainsi les pires pénitenciers du pays se transforment en une nouvelle « tranchée de combat ». Les 18 et 19 juin 1986, le gouvernement « socialiste » de l'APRA massacre les prisonniers révolutionnaires mutinés dans trois pénitenciers : San Juan de Lurigancho, El Fronton, et la prison pour femmes de Santa Monica. Les troupes de marine attaquent l'île-prison d'El Fronton et y tuent 133 prisonniers, la plupart étant exécutés sommairement après avoir été capturés (35 marines sont actuellement jugés pour ces faits). L'attaque de nuit sur la prison de Lurigancho conduit à un massacre similaire. Ce jour de lutte et de sang sera commémoré par la suite sous le nom de Jour de l'héroïsme – El dia de la heroicidad–et reste encore aujourd'hui une date de lutte pour les prisonniers politiques.

En 1988, le PCP déclare avoir atteint l'équilibre stratégique – une affirmation triomphaliste qui semble a posteriori être issue d'une lecture mécanique du développement des bases d'appui et des zones d'opération de la guérilla, malgré d'évidents succès remportés.

En 1990, Alberto Fujimori est élu à la tête de l'Etat péruvien. Ce président contre-révolutionnaire et fasciste suspend la démocratie parlementaire et va jusqu'à organiser des campagnes de stérilisations forcées de

Cependant, à son apogée en 1990, la guerre populaire s'étend sur le quart du pays ; une grande offensive révolutionnaire est prévue pour la fin de l'année 1992, ainsi qu'une campagne sur toute l'année 1993 célébrant le centenaire de la naissance de Mao Zedong. La bourgeoisie péruvienne commence à céder à la panique, les sectes évangéliques recrutent largement, la consommation de drogue dans les classes supérieure augmente, les départs de cadres pour l'étranger se multiplient et de nombreux rapports des services secrets péruviens tout comme de la CIA font état d'une possible victoire communiste à court terme. En 1991, 90 provinces sur les 183 que compte le Pérou sont placées en état d'urgence, un nombre qui augmente chaque année depuis 1983.

Le 12 septembre 1992, à 20h45, Abimael Guzmán Reynoso, le dirigeant principal du PCP, est capturé par

le GEIN (Grupo Especial de Inteligencia) de la police, dans une maison du district de Surquillo à Lima. Cette capture n'est pas isolée, une partie du comité central du PCP (la « coupole ») ayant été capturée avant, et plusieurs membres suppléants étant capturés par la suite : fin 1992, 16 des 19 membres du CC sont morts ou en prison, et le nouveau comité élu en 1993 vise surtout à rebâtir l'organisation qui entre dans une difficile phase défensive.

« …L'Empire maudit des damnés

Envoie contre toi ses navires de guerre,

Ses avions de guerre,

Ses armes de guerre,

Ses hélicoptères de guerre,

Ses soldats pour la guerre, la monnaie et la guerre.

Yakarri, renard !

Cours sur le sommet des Andes vers ton but et ton point d'arrivée : la Guerre de Guérilla.

Telle est la chaîne du Pachakuti. »

Traduction d'une poésie du PCP

La réalité nationale andine et les critiques envers le PCP

Le Pérou est un pays marqué par un fort racisme issu de la colonisation du pays par les *gringos* espagnols. Cette colonisation a conduit à la destruction de la noblesse issue de l'empire des Inca et à l'asservissement violent des populations indigènes. Ce processus ne s'est pas déroulé pacifiquement : des centaines de révoltes extrêmement violentes, réprimées par des massacres, ont émaillé l'histoire du pays jusqu'à aujourd'hui. La plus connue est celle de Tupac Amaru, qui revendiquait la tradition inca.

Il faut aussi noter que les actes de résistance du prolétariat indigène ont été analysés sous un angle raciste par les colons : les refus de travailler, les exécutions de propriétaires terriens et de maîtres, les réquisitions populaires ont nourri l'idée selon laquelle les *indios* étaient paresseux, sournois, voleurs… Ce récit a permis de légitimer l'espagnolisation brutale du pays et de nier la réalité de la lutte des classes.

Ainsi, le PCP est le produit de cette réalité. Sa base est à l'image des contradictions de la société péruvienne, la majorité de ses militants étant de jeunes métisses venus de la paysannerie pauvre, victimes du racisme d'Etat. Ces femmes et ces hommes ont découvert les théories révolutionnaires lors de leur passage au lycée ou à l'université, notamment celle d'Ayacucho. Face à la négation de leur culture, face à la discrimination systématique et à l'oppression, ces métisses se sont emparés de la théorie révolutionnaire et sont revenus

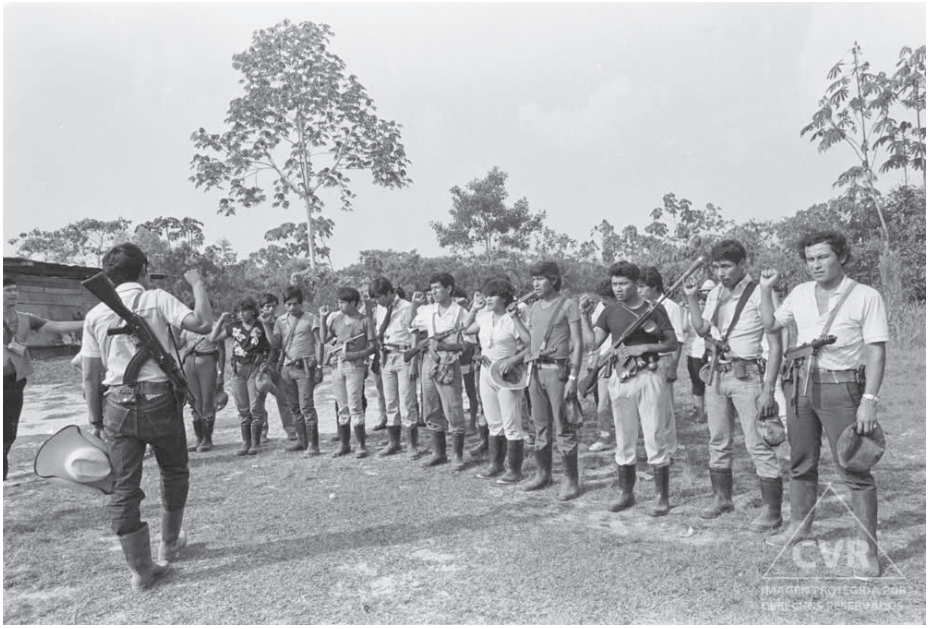
dans leurs villages natals avec cet outil.

C'est en posant les bases de la guerre populaire que le PCP a commencé à intégrer d'autres parties de la population, indiens ou non, habitants des jungles, paysans des Andes et ouvriers des bidonvilles de la métropole.

Ainsi les bases de guérilla se sont développées dans les zones reculées, négligées par l'État central, puis dans les quartiers pauvres et les bidonvilles. Le PCP a eu une influence dans chaque couche de la société péruvienne, contrairement au MRTA, groupe se revendiquant plus « indigéniste » mais en réalité limité aux zones urbaines – universités et bidonvilles (zones où en 1986, les deux organisations se rapprochèrent temporairement avant de s'affronter).

Le PCP a incorporé la culture indigène de sa base paysanne à ses analyses politiques, dans la droite ligne de Mariategui. Par exemple, lors de la visite du traître Deng Xiapoing à Lima en 1980, des chiens noirs furent pendus aux lampadaires avec des écriteaux « Deng Xiapoing, fils de chien ». Cette forme de protestation vient en fait de la culture inca, dans laquelle la mise à mort de chiens représentait une forme de protestation sociale. Même les purges des liquidateurs refusant la guerre populaire au sein du parti peuvent être liées aux combats rituels ayant lieu lors des fêtes andines, nettoyant symboliquement la communauté de l'influence des colons et des capitalistes.

L'assimilation des bourgeois et des impérialistes au *pishtaco* et autre *ñaqa*, être surnaturel représentant la famine et volant la graisse des hommes dans la tradition andine, ou l'assimilation de Gonzalo au soleil rouge des incas (son surnom quechua était *puka inti*) correspondent à d'autres assimilations réussies de la culture nationale par les révolutionnaires. Ce processus ne s'est pas limité à des qualificatifs positifs : ainsi, quand les colonnes de guérilla sous la direction de commandants locaux très autonomes ont négligé de mener l'enquête de manière approfondie et se sont comportées de manière dirigiste ou aventuriste vis-à-vis des masses, c'étaient les guérillas qui étaient assimilées aux *pishtacos*. Les communautés andines les appelaient aussi *puriqkuna*, ceux qui marchent, qui voyagent, et qui viennent de « l'autre côté ». Par opposition aux *laqtamasi*, les « compagnons de village », les gars du coin.



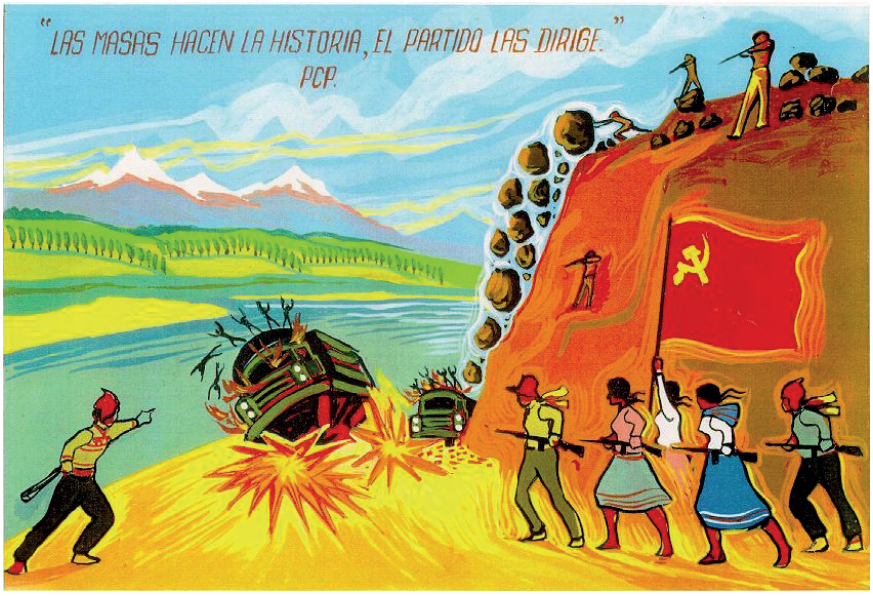
Ces surnoms apparus avec l'avancement de la guerre populaire sont liés à certaines décisions contestables : interdictions des funérailles pour les ennemis, imposition de tâches collectives et de rôles ne correspondant pas toujours à la réalité des zones d'opération, destruction de la hiérarchie traditionnelle (*varayoq*), etc. Globalement, on remarque que le PCP a établi de solides bases d'appui là où il a puni les voleurs, les corrompus et autres ennemis du peuple avec le soutien des masses. Là où il a laissé la population subir la répression en manquant à son

devoir de protection, là où l'enquête n'a pas été menée correctement, le soutien s'est peu à peu effrité. Pour autant, on aurait tort de croire que le PCP a importé la violence dans les villages des Andes. La violence entre villages et surtout celle venant de l'État et de la bourgeoisie ont existé depuis aussi longtemps que les classes sociales et le racisme.

Une autre critique liée à celle-ci vient d'une certaine gauche trotskiste : le PCP aurait perdu le soutien du prolétariat en exécutant des leaders syndicaux ou progressistes. L'étude des cas connus montre que si le PCP n'a en effet pas hésité à exécuter toutes les personnes perçues comme contre-révolutionnaires, notamment lors des grèves armées, certains « martyrs » ont une histoire plus compliquée que ce que l'on en dit. Ainsi, des personnalités « humanitaires » qui n'aidaient que les personnes dénonçant publiquement le PCP et qui appelaient les paysans à rejoindre les *rondas* contre-révolutionnaires se virent plusieurs fois averties avant d'être annihilées. De même pour certains syndicalistes et éléments lumpen liés aux pouvoirs locaux, et qui agissaient comme des balances et des informateurs de police, les *soplones*. C'est d'ailleurs l'exécution de personnes LGBT impliquées dans la collaboration et dans des réseaux de prostitution qui permirent à certains d'attaquer le PCP sur sa prétendue homophobie : un texte du parti sur cette question a permis de clarifier les choses en réaffirmant les droits démocratiques des personnes LGBT au sein de la révolution.

Il serait bien sûr faux de croire qu'aucune personne innocente n'ait pu faire les frais de la violence révolutionnaire, mais ce qui nous importe dans cette analyse, c'est l'aspect principal, celui de la construction d'un pouvoir populaire dans le cadre de la guerre populaire prolongée. A ce titre, la dérive militariste de colonnes de guérilla éloignées géographiquement et rendant peu de comptes aux organes centraux du parti, notamment à la frontière bolivienne et dans les zones de jungle aux pieds des Andes apparaît comme un problème plus important. Ce phénomène a débouché plus tard sur les bandes armées de narcotrafiquants qui portèrent une ligne opportuniste de droite liquidant la guerre populaire après la capture de Gonzalo et qui aujourd'hui se comportent de manière féodale vis-à-vis des masses dans la région du VRAEM.

Une autre critique habituelle concerne la *jefatura*, c'est-à-dire la direction théorique et pratique du parti par le président Gonzalo. D'une part, chaque révolution produit des leaders, des femmes et des hommes occupant une place de premier plan et incarnant le combat des masses. Ce constat est valable pour tous les mouvements, même pour les anarchistes, les exemples étant nombreux. Comme pour chaque dirigeant communiste, la réaction a essayé de briser l'image du président Gonzalo de bien des façons. Tout d'abord, en le présentant comme un bourgeois vautré dans le luxe, en diffusant un enregistrement où on le voit célébrer



et danser. Cette opération eu l'effet inverse, l'image d'un leader souriant, entouré de ses camarades, ayant finalement un impact positif. Ensuite après sa capture il fut présenté comme un criminel de droit commun : là encore, les images de ce communiste en costume rayé, enfermé dans une cage mais droit et combatif firent le tour du monde, prouvant seulement que l'emprisonnement ne pouvait briser sa détermination. Seule la publication de « lettres de paix » faussement attribuées au dirigeant maintenu dans l'isolement eut un impact sur la guerre populaire, offrant un prétexte aux liquidateurs pour opérer ouvertement.

Au niveau de l'armement, lors de la capture de Gonzalo le gouvernement péruvien indiqua que le PCP disposait de 23 430 membres, armés de 235 revolvers, 500 fusils, et 300 autres armes légères. Ces chiffres démontrent de manière éclatante l'efficacité de la guerre populaire : ce n'est pas le nombre limité des armes, mais la force du parti, son lien avec les masses et sa stratégie qui font la force de la révolution. C'est la capacité de l'armée populaire à choisir l'affrontement, à opérer de manière créative pour concentrer ses forces et les disperser selon les moments choisis en fonction d'informations recueillies par les yeux et les oreilles omniprésents du parti, qui ont donné au PCP l'occasion d'infliger des défaites cuisantes au vieil État. Les maoïstes n'ont pas inventé les « comités de lutte », les occupations de terre, les syndicats, la lutte armée, ni même le journal *El Diario*. Mais ils ont lié toutes ces pratiques, ils les ont coordonnées et développées en les inscrivant dans une stratégie d'ensemble visant à la construction du nouveau pouvoir, la stratégie de la guerre populaire.

Quelles leçons tirer de la guerre populaire au Pérou ?

Un aspect important dans la démarche du PCP est sa lutte sans merci contre le révisionnisme et le réformisme. Ce sont en effet les révisionnistes du « Parti communiste péruvien » qui dénoncèrent avec le plus de virulence le maoïsme à ses débuts. Et c'est sous le gouvernement réformiste de l'APRA que tant de crimes furent commis contre les masses, culminant lors du Jour de l'Héroïsme – le président Alan Garcia ordonnant le massacre des prisonnières et des prisonniers alors même qu'il assistait au congrès de l'Internationale socialiste. Le combat du PCP représente une leçon historique : plus les communistes avancent sur la voie de la guerre populaire, plus les forces de la social-démocratie et du révisionnisme s'opposent ouvertement à la révolution, jusqu'à tracer une frontière de sang entre les communistes et eux. L'APRA est allé jusqu'à mettre en place le *"Grupo Colina"*, un escadron de la mort anticommuniste actif sous Fujimori, de 1990 à 1994. Ce groupe a commis d'innombrables massacres tels que ceux de Barrios Altos, de Santa et de La Cantuta. On ne connaitra jamais le nombre réels de personnes massacrées par l'armée et les escadrons de la mort dans des villages ou des bidonvilles et enterrés dans des fosses communes. Quand les communistes s'opposent de toutes leurs forces à la social-démocratie, il ne s'agit donc pas de sectarisme mais d'une analyse lucide de la réalité et d'une nécessité absolue.

La construction concentrique des trois instruments de la révolution –Parti, Armée et Front – est aussi une réussite du PCP, qui a mis en place des bases d'appui fonctionnant efficacement, appuyées sur les masses et organisant la logistique de l'armée de guérilla, le tout étant construit autour du parti communiste présent à tous les niveaux et doté d'une idéologie claire. Ce parti militarisé a montré au monde ce que pouvaient accomplir des communistes qui ne se reniaient pas, qui appliquaient le marxisme-léninisme-maoïsme à la réalité de leur pays en se liant aux masses. Régions, zones, secteurs et cellules du parti ont ainsi chacune leur force combattante (puisque c'est au niveau local que les cibles et ennemis du peuple sont les mieux identifiés).

Concernant le volet international, le PCP a été extrêmement actif, non seulement pour promouvoir

sa lutte en développant un mouvement de solidarité dans d'autres pays, mais en prenant à bras le corps les tâches de reconstruction d'un mouvement révolutionnaire à l'échelle planétaire. C'est le PCP qui a porté la ligne rouge dans le MRI fondé par les américains du RCP, en défendant le MLM comme troisième, universelle et supérieure étape de la théorie communiste. En ce sens, sans la guerre populaire au Pérou, sans le Movimiento Popular Peru à l'étranger, il n'y aurait pas de synthèse du MLM aujourd'hui.

De même, la production culturelle et théorique du PCP doit être étudiée pour comprendre comment le parti a réussi à représenter les aspirations des masses en partant d'une analyse matérialiste poussée de la réalité nationale et des luttes de classes au Pérou. Les reculs du PCP sont principalement dus à la répression étatique organisée avec le soutien des USA et aux massacres génocidaires, mais ils découlent aussi de négligences dans l'analyse et d'erreurs pratiques au niveau des commandants régionaux qui ont parfois conduit à des reculs locaux du parti, comme autour de Rio Pampas. Même très avancé, un parti MLM n'est jamais à l'abri de tentations aventuristes le coupant des masses, et l'expérience du PCP montre à quel point ce lien est vital à toute guerre populaire.

Pour aller plus loin :

José Carlos Mariategui, *En défense du marxisme*

David Scott Palmer, *The Shining Path of Peru, seconde édition*, 1994

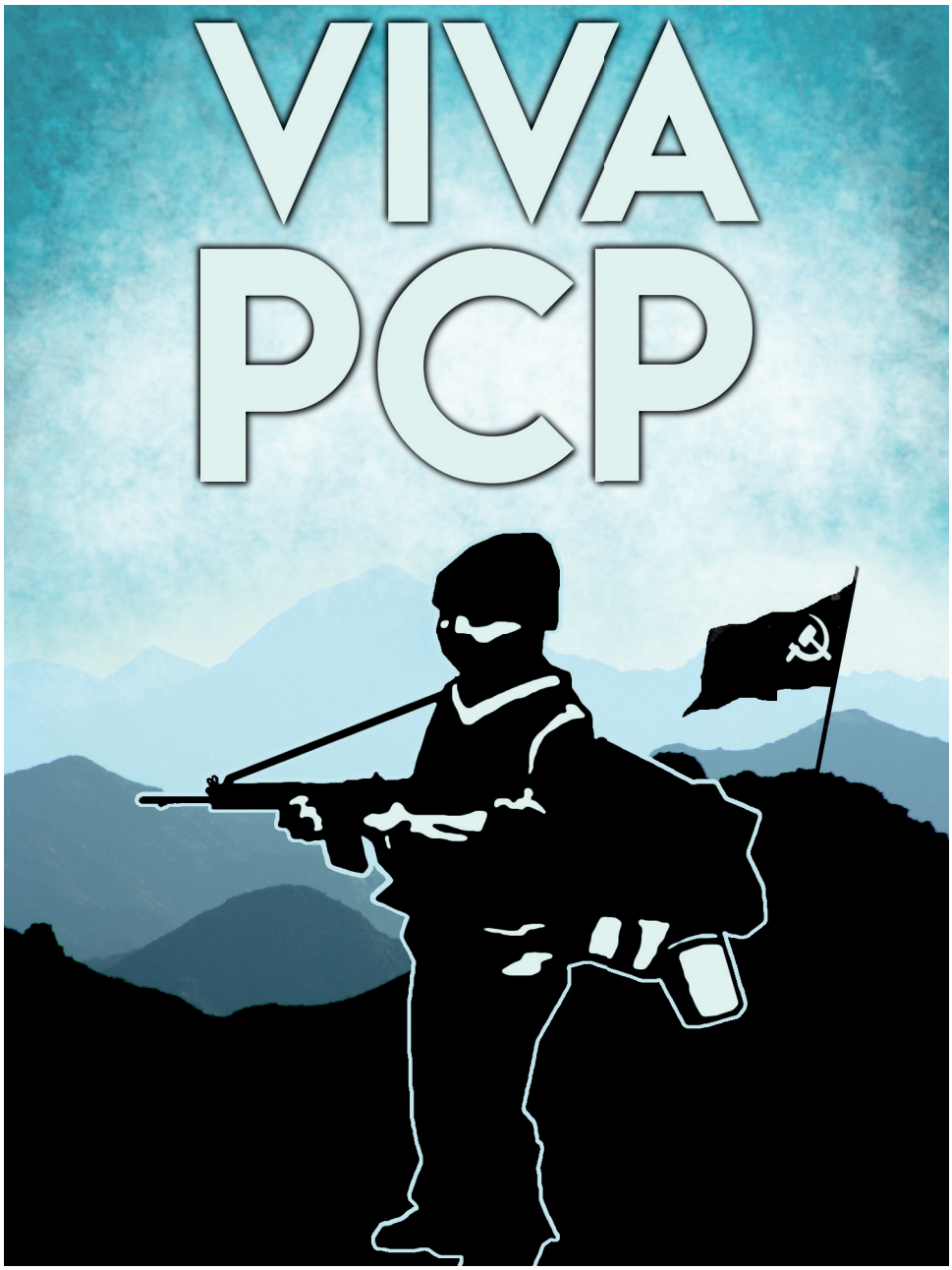
PCP – Ligne politique générale et autres documents

Simon Strong, *Shining Path: Revolution and terror in Peru*, 1992

Notes déclassifiées de la CIA sur le conflit au Pérou

Laboratoire d'Urbanisme Insurrectionnel, dossier sur le PCP-SL à Lima

People of the Shining Path, documentaire de la BBC



Mai 68, les « maos » et la Gauche Prolétarienne

La vie du peuple, la vie des masses, est parfois ponctuée d'événements extraordinaires, de mouvements puissants, qui rentrent dans l'histoire. En quelques mois, ce sont des années de travail politique qui se matérialisent ; c'est une prise de conscience aussi violente que rapide. Pourtant, ces événements extraordinaires ne naissent pas spontanément. Car la vie du peuple est avant tout marquée par la répétition de gestes, de tâches, de fêtes ; l'oppression coince les masses dans un quotidien violent ; cette oppression forge le cœur et le corps des masses, et voit naître une culture des opprimés.

C'est le processus dialectique : l'accumulation de quantité provoque un saut qualitatif ; ce saut, ce sont les grands mouvements, ce sont les révolutions.

L'oppression des ouvriers et ouvrières a fait les « événements de mai » et la violence de juin, il y a cinquante ans, la culture des opprimés à forgé la conscience et la volonté de révolte, et le grand mouvement de masse à balayé toute la merde révisionniste accumulée depuis des décennies.

> « L'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. L'opportunisme est le fruit de la légalité. »
>
> Lénine, *La faillite de la IIe Internationale*, 1915

> « Les Communistes analysent toujours l'Histoire afin que le passé serve le futur. Le territoire de l'État français a été traversé par de nombreuses périodes de lutte de classe aiguë. Parmi celles-ci, nous donnons priorité à l'étude de la Commune de Paris ; la lutte partisane contre l'occupant nazi et le régime de Vichy ; Mai 68 et la décennie

qui a suivi ; la révolte des banlieues de 2005. »

Textes de Base du Parti Communiste Maoïste, 2015-2016

Dans l'État français, les événements de 1968 ont marqué le mouvement ouvrier en général, avec des grèves de plus de dix millions de salariés, et le mouvement maoïste en particulier, avec l'émergence d'organisations s'appuyant sur la Pensée Mao Zedong ou s'inspirant des événements contemporains de l'autre côté du monde, dans la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne chinoise. Ces révoltes et les organisations qui y ont participé contiennent évidemment un double-aspect, et il est commun dans l'État français que la bourgeoisie et ses laquais n'évoquent « Mai 68 », ou « l'esprit 68 » que comme un caprice d'étudiants petits-bourgeois luttant pour la libération sexuelle et contre les idées conservatrices de leurs parents.

Évidemment, faire de cet aspect spécifique des événements de 68 l'aspect principal des luttes qui ont animé le pays, c'est un choix politique de la part de la bourgeoisie. C'est un choix politique idéaliste, car il ne prend pas en compte la réalité d'un pays où la production est arrêtée par les grèves et les occupations d'usines. C'est également un choix politique mécaniste, car il refuse de voir l'ensemble des processus révolutionnaires qui ont déferlé sur le monde à cette époque, à commencer par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine en 1966. Ce choix ignore, dans l'État français, le déroulement de 68 sur le temps long, c'est-à-dire sur le mois de Juin en plus de Mai, car c'est pendant ce mois-ci que la classe ouvrière a connu ses martyrs lors des affrontements les plus déterminés.

Plus de 7 camarades ont trouvé la mort en 68, tous après le 24 mai, alors même que le gouvernement et les directions syndicales négociaient les Accords de Grenelle pour le retour au calme. Ceux-ci se nomment Gilles Tautin, lycéen maoïste de 17 ans noyé dans la Seine le 10 juin 1968 alors qu'il soutenait la lutte à l'usine Renault-Flins avec ses camarades, Philippe Mathérion, retrouvé mort le 24 mai sur une barricade à Paris, mort d'une grenade, Pierre Beylot, ouvrier serrurier de 24 ans tué par un CRS d'une balle de 9mm à l'usine Peugeot de Sochaux-Montbéliard, et Henri Blanchet, 49 ans, lui aussi assassiné par une grenade offensive de la police dans la même usine qui le fait tomber d'un parapet.

Contre cette analyse idéaliste et juste bonne à remplir l'imaginaire des bourgeois sur l'histoire de la lutte qu'ils craignent, la lutte des classes, nous avançons une compréhension matérialiste dialectique, qui saisit 1968 comme un mouvement prolétarien, prolongé et internationaliste.

Pour les maoïstes, pour les communistes de notre époque, les années 60-70 sont la plus grande bataille révolutionnaire menée par les masses en direction de la Révolution mondiale ; c'est la grande bataille d'après-guerre ; ce sont les expériences les plus abouties dans la lutte contre le capitalisme au stade impérialiste et le révisionnisme moderne, basées sur l'expérience de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine Populaire.

Dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux, ce sont des Guerres Populaires qui ont succédé à ce mouvement, comme l'insurrection de Naxalbari de 1967 en Inde, la fondation du TKP/ML en Turquie, la révolution menée par le Parti Communiste des Philippines depuis bientôt 50 ans, ainsi que la reconstruction du Parti et la guerre populaire prolongée dirigée par le Parti Communiste du Pérou à partir des années 80, alors que le capitalisme semblait triomphant sur le socialisme factice de l'URSS révisionniste. Dans les pays impérialistes cependant, comme l'État français, il faudra attendre les grandes explosions dans les quartiers populaires, dans les années 1990-2000, pour inverser la tendance. En effet, ces révoltes, bien que non menées par des Partis Communistes, ont prouvé une nouvelle fois au masses qu'elles peuvent repousser

l'État Bourgeois, combattre violemment sa police, et que la révolution est toujours possible et nécessaire dans les pays impérialistes.

Dans cet article, nous allons analyser le mouvement des « maos » en France, qui commence au milieu des années 60, est bouleversé par les « événements de Mai » et les grands affrontements de Juin, et qui termine dix ans plus tard. Le but est de tirer, à partir d'une analyse marxiste-léniniste-maoïste, des conclusions utiles pour la lutte révolutionnaire aujourd'hui dans l'État français et dans tous les pays impérialistes.

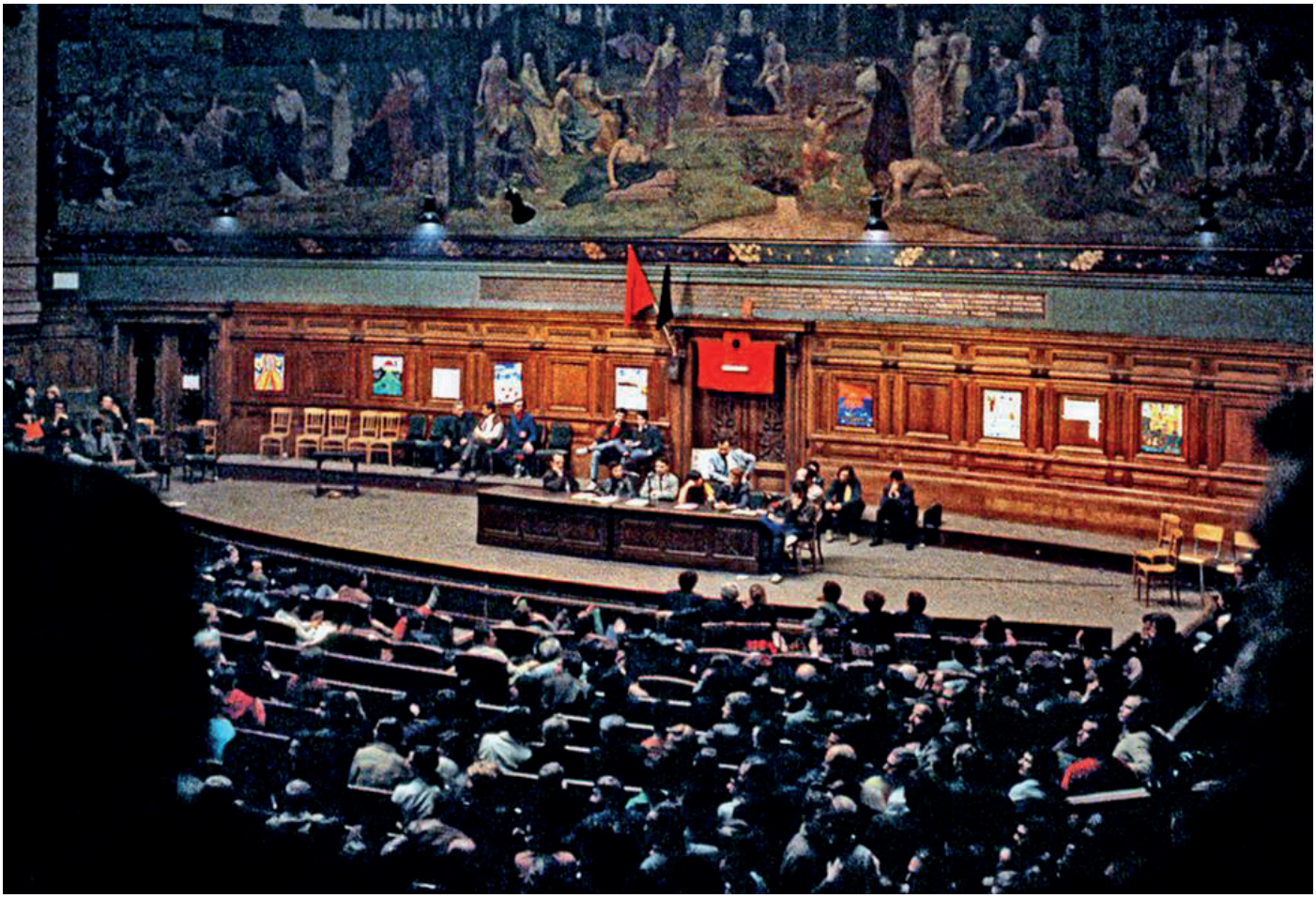
Dans le monde, « le fond de l'air est rouge »

Mai 68 en France n'est pas un événement isolé. Dans le monde des années 1960, la tempête révolutionnaire souffle, depuis l'après-guerre, de plus en plus fort.

En Asie, au cœur de la tempête, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne Chinoise est à la tête de cet immense mouvement qui mobilise les masses de toute la planète; l'expérience des masses populaires de Chine, dirigées par le Parti Communiste Chinois, approfondit l'expérience soviétique. En Chine, tous les aspects capitalistes de la société sont remis en cause, ce qui amène à la prolétarisation des masses paysannes, à la hausse du niveau de vie du prolétariat et au changement total des rapports sociaux ; l'effondrement de la division du travail amène à la remise en cause du patriarcat, l'institution policière s'éteint, remplacée par les masses en armes.

Au Vietnam, le Parti Communiste mené par Ho-Chi-Minh mène la lutte de libération nationale depuis des décennies, contre les impérialistes français, japonais, puis américains. La guerre populaire du peuple vietnamien est soutenue partout dans les métropoles impérialistes et provoque de nombreux mouvements de masse ; le slogan « Victoire pour le Vietnam ! » est la ligne rouge entre révolutionnaires et révisionnistes qui eux scandent « Paix pour le Vietnam ». C'est un slogan impérialiste, car les impérialistes voudraient la paix, et non la libération, dans les colonies et les semi-colonies.

En URSS, le vieil appareil d'État révisionniste, social impérialiste, est ébranlé par la révolte des masses populaires ; en 1968, ce sont les chars d'assaut soviétiques qui sont obligés d'intervenir à Prague et Varsovie pour écraser la révolte.



A Cuba, le Che et Fidel Castro dirigent la lutte des masses populaires pour la libération nationale ; en Algérie, c'est le FLN qui dirige la lutte populaire ; politisant indirectement la jeunesse populaire de France. En Inde, en Turquie, aux Philippines, les grandes révoltes paysannes et ouvrières provoquent la création de Partis marxistes-léninistes basés sur la pensée Mao Zedong, qui développent la guerre populaire prolongée dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux.

Dans les pays impérialistes, cette tempête révolutionnaire provoque la création de nombreux Partis et mouvements anti-révisionnistes : la jeunesse étudiante allemande fonde son Parti, aux Etats-Unis, le Black Panther Party et le Weather Underground organisent différents secteurs des masses ; en Italie, les mouvements armés se développent à partir des révoltes prolétariennes parties des grandes usines.

En Espagne, le mouvement de masse naît de cette période et aboutira à la révolte contre Franco. Les mouvements de libération nationale gagneront en puissance pendant toute la période ; Euskadi Ta Askatasuna fera par exemple trembler l'État fasciste Espagnol en assassinant Carrero Blanco.

La lutte contre le révisionnisme en France

En Mai 68, il existe deux organisations anti-révisionnistes en France: le PCMLF (financé par la Chine populaire), et l'UJC(ml).

Le PCMLF est issu des « amitiés Franco-chinoises », ensemble de groupes se revendiquant proche de la pensée de Mao et de la révolution en Chine au sein du PCF révisionniste; ils seront exclus de ce dernier en 1964 à cause de leur lutte antirévisionniste. Les dirigeants de la mouvance partiront en Chine Populaire la même année, puis viendra la fondation du MCMLF en 1966, après un affrontement entre Service d'ordre «mao» et Service d'ordre du PCF à la suite d'une manifestation contre l'intervention impérialiste au Vietnam. Ce mouvement se cristallise et se construit autour de sa défense contre les attaques violentes systématiques du PCF : par exemple, jusqu'à plusieurs centaines de membres du PCF outillés attaqueront un meeting de soutien au Nord-Vietnam en 67. En décembre 1967, 114 délégués représentant plusieurs centaines de membres fondent le PCMLF et le Mouvement est alors transformé en Parti lors d'un congrès lui-même attaqué par les révisionnistes.

Toutefois, la ligne stratégique du PCMLF est simplement de combattre la direction du PCF, de se réclamer comme «nouveau PCF» légitime ; il n'y a pas de réel combat contre le révisionnisme en tant que tel, mais simplement contre les formes qu'il prend dans le vieux Parti.

Au contraire, l'UJC-ML a une ligne différente et se constitue d'abord comme centre idéologique pour combattre le révisionnisme. Dans l'Union des Étudiants Communistes liée au PCF naît une tendance «anti Italienne», qui combat le liquidationnisme de la direction qui veut suivre le modèle du Parti Communiste Italien, et qui s'organise autour des «cahiers du marxisme-léninisme». En juillet 66, une poignée d'étudiants fondent une nouvelle organisation autour d'une ligne anti révisionniste, «l'Union des Jeunes Communistes – Marxiste-Léniniste»; elle sera active dans la lutte antifasciste et pro nord-vietnamienne. Elle a décidé d'aller vers les masses et de travailler avec la classe ouvrière et les paysans pauvres le plus possible, de s'inspirer de la Révolution Culturelle en Chine, avec les mots d'ordre «Servir le Peuple», «Combattre le révisionnisme» et «Descendre de son cheval».

Les actions des «maos» visent à élèver le niveau théorique, idéologique et politique des larges masses, tout en se basant sur des pratiques préexistantes, de manière embryonnaire ou plus massive. Aux yeux des maos, la lutte contre le révisionnisme passe avant tout par la pratique. Par les mots, on peut tout dire, mais c'est dans la pratique qu'on trace des lignes de démarcation. C'est aussi par une pratique juste que l'on

gagne les larges masses à une ligne anti-révisionniste, en obtenant leur confiance et en montrant que l'on ne lance pas des grandes phrases en l'air, mais qu'on applique réellement sa théorie.

Il y eu de nombreuses tentatives de construire ces embryons de front de masse sur diverses questions, toujours en partant d'élément positifs préexistant dans les masses.

Les premières, ce sont les organisations pour le Vietnam et la Palestine, à l'initiative de l'UJC(ml). Début 1967 elle tient son congrès, puis appelle à créer des Comités Vietnam de Base (CVB), qui naissent en février et auront un succès très grand dans la jeunesse populaire. En mai sort Victoire pour le Vietnam, organe qui aura six numéros jusqu'en mars 1968.

L'UJC(ml) est également habituée aux bagarres de rue contre les fascistes. Elle dispose de « Groupes de Protection et d'Autodéfense », extrêmement militarisés et formant des groupes de choc antifascistes.

Le but est à chaque fois, pour la Palestine comme pour le Vietnam, de se lier largement aux masses les plus avancées, de synthétiser ce qu'il y a de juste et de renforcer le mouvement, «par en haut et par en bas», via la direction communiste mais en partant toujours des besoins concrets des masses.

Le début de l'année 68 – un printemps chaud

Le mouvement révolutionnaire ne se fonde pas sur du vide ; il est relativement important, déjà avant 68, car les masses sont en mouvement. Dès la fin de la guerre, les révoltes ouvrières se multiplient :les automnes de 47 et 48, 20 ans plus tôt, voient naître des grèves armées et des violents affrontements. Alors qu'en 2018 nous nous entendons régulièrement des références aux grandes grèves de 95, 20 ans avant 68 ce sont les ouvriers issus de la résistance qui agissent contre le pouvoir des patrons.

Il y a eu également l'expérience de l'Algérie Française : moins de dix ans plus tôt, l'État Français à montré à Paris, sous la direction de l'ancien dirigeant collabo Maurice Papon, son vrai visage. En Algérie même, les mouvements indépendantistes ont été réprimés dans le sang par l'État colon.

Depuis 63, et avec une intensification depuis 67, les luttes ouvrières se multiplient et se radicalisent violemment, particulièrement dans l'ouest de la France.

Enfin, Mai arrive dans un contexte d'agitation virulente pour le Vietnam, les actions antifascistes contre les fascistes partisan du sud Vietnam se multiplient, les groupes gauchistes font leurs armes dans des bagarres de rue du quartier Latin.

Un exemple de ces actions arrive le dimanche 28 avril 1968 à Paris, rue de Rennes. Une exposition d'extrême droite fait la promotion du régime fantoche du Sud Vietnam, soutenu par les USA. Cela fait des mois que les fascistes harcèlent les étudiants révolutionnaires qui ont décidé de ne plus se laisser faire. Ce jour-là, à l'heure du déjeuner, une 4L pile devant la salle. Cinquante jeunes déboulent, ouvrent le coffre, en sortent des manches de pioche et se ruent sur les fascistes au cri de «FNL vaincra!» Ce sont trois commandos des Groupes de Protection et d'Autodéfense, le service d'ordre de l'Union des Jeunesses Communistes (marxistes-léninistes). La salle est prise et l'exposition est ravagée après un combat bref mais très violent. Occident promet de se venger, et les «maos» s'organisent en conséquence en se préparant à défendre les universités visées par les fascistes. L'escalade des menaces, des manifestions et de la répression policière est alors la cause directe de l'explosion de Mai 68.

Ainsi, Mai 68 n'arrive pas comme un orage dans un ciel sans nuage. Ce n'est pas une histoire de liberté de

circulation ou d'exprimer sa sexualité qui déclenche les événements, mais une accumulation de luttes violentes contre l'impérialisme français. En fait, l'historiographie bourgeoise ne comprend pas les liens entre les différents éléments. En janvier 68, de violentes émeutes ont lieu à Nanterre contre l'expulsion du territoire de Daniel Cohn Bendit, allemand, qui a participé à des altercations sur la question de la liberté sexuelle. Toutefois, il n'y aurait pas eu ces émeutes sans toutes les luttes anti impérialistes. Il s'agit d'une des multiples étincelles qui mettent le feu à la plaine. Mais la plaine se serait, d'une façon ou d'une autre, embrasée.

En février 68, des grèves violentes à l'usine Saviem de Caen font 200 blessés, les ouvriers manifestent dans l'usine et cassent tout.

Si, au début du mois, l'attaque du meeting pour le Sud-Vietnam à la salle de la Mutualité à Paris échoue, la détermination militante culmine dans l'affrontement de 300 activistes contre les CRS, et le 21 février 1968, où les CVB parviendront à hisser un drapeau du FNL du Vietnam sur la façade de l'ambassade du Sud Vietnam. En mars, il existe 120 CVB en Île-de-France et 150 dans les autres régions.

Le 20 mars, 300 étudiants dont de nombreux « maos » occupent à la suite d'une manif du Comité Vietnam National, le siège de l'Américan Express. Deux jours plus tard, le 22 mars, une assemblée générale étudiante appel à la libération des 6 arrêtés du 20 mars. Le 1er mai, le mouvement du 22 mars organise un cortège violent qui affronte la police au sein du défilé des révisionnistes. Dans le même temps, les Comités Vietnam de Base appellent à la contre manifestation contre un meeting d'occident pour le Sud Vietnam autorisé à Nanterre le 3 mai. Les maos occupent le campus de manière militaire et stockent des cocktails Molotov, des casques et des bâtons, pour empêcher les fascistes d'accéder au campus. Ce même 3 mai, le groupe fasciste Occident est soupçonné d'avoir déclenché un incendie en dessous d'un local occupé par des étudiants gauchistes à la Sorbonne. Pendant les affrontements entre étudiants et ouvriers (prêts à faire intervenir leurs bulldozers) d'un côté et policiers de l'autre, on apprend l'arrestation de 8 étudiants de Nanterre suite aux événements du 1er mai.

Le mouvement du 22 mars et l'UNEF, alors « gauchiste », appellent à une manifestation anti-répression le 6 mai. Mai 68 est lancé. L'agitation ouvrière rejoint le mouvement étudiant, et les maos dirigent la lutte contre l'impérialisme et pour la victoire du peuple Vietnamien.

Pourtant, l'UJC(ML), qui dirige plus ou moins les CVB, passera à coté du mouvement. Ses dirigeants produisent plusieurs textes contre la grève. Le 13 mai, l'UJC(ML) déclare que le mouvement en cours est un mouvement social-démocrate contre révolutionnaire et appelle le 14 à un réel mouvement révolutionnaire contre le régime gaulliste. Pourtant, la base militante de l'UJC(ML), ouvrière comme étudiante, participe massivement aux grèves et affrontements, qu'elle a

en partie déclenché dans la lutte anti-fasciste et anti-impérialiste.

Le mouvement étudiant culminera par la nuit des barricades. Dans le même temps, la main passe aux ouvriers et ouvrières : la grève appelée par la CGT au lendemain du 14 devient générale. Les usines les plus virulentes sont occupées les unes après les autres, de manière spontanée. Le 16 et le 17 mai, les ouvriers d'usines multiplient les séquestrations de dirigeants et de cadres, pratique qui réapparaît depuis le début de l'année 67. C'est le cas à Sud-Aviation, à Nantes.

Petit à petit, les affrontements deviennent plus violents, là ou la lutte est la plus dure depuis le plus longtemps. En effet, dans l'ouest industriel, les contacts entre étudiants « gauchistes » et grévistes sont nombreux et anciens, car les étudiants ont participé à de nombreuses reprises aux grèves dures et aux affrontements entre ouvriers et policiers ou maîtrises. Le mouvement est beaucoup plus fort. C'est souvent le cas dans l'Est également, comme à Sochaux ou Besançon. Le comité de grève de Besançon déclare qu'à partir du 20 mai, les étudiants seront accueillis pour discuter de la condition ouvrière sous le capitalisme.

A partir du 24 mai et pendant dix jours, un comité de grève CFDT-CGT-FO-FEN est crée qui dirigera pendant dix jours la ville. Le 30 mai, le comité est ouvert aux paysans et étudiants suite à d'importantes manifestations. Le comité n'est plus un comité d'organisations mais deviens un comité ouvrier-paysan-étudiants. Le 1er juin, les étudiants et ouvriers unis repoussent 500 contres révolutionnaires gaullistes qui tentent d'envahir le centre EDF-GDF de Nantes, centre de la contestation. Des organisations militarisées fleurissent pour repousser les commandos d'extrême droite et la police un peu partout où les usines sont occupées.

En fait, avant le 30 mai et la manifestation gaulliste, les grévistes n'appliquent pas la violence contre les bourgeois, seulement contre les flics. C'est seulement après, quand la violence contre révolutionnaire se met en place, que les ouvriers vont commencer à être vraiment violents. En effet, les syndicats commencent à voter la reprise du travail, souvent sans les ouvriers eux mêmes ! Alors que la classe ouvrière est massivement en grève, les directions syndicales la trahissent, les affrontements entre ouvriers grévistes, étudiants et jaunes prennent une grande ampleur.

Les affrontements dureront 4 jours autour de l'usine Renault Flins, où la situation ne se calmera pas avant des années. 1000 policiers envahissent l'usine le 5, pendant que des milliers d'ouvriers et des centaines d'étudiants, 8000 personnes, assistent à un meeting à 10 km de là, à Elisabethville. Le bassin de la seine est en état de siège du 8 au 10 juin, et le lycéen mao Gilles Tautin sera retrouvé mort noyé. Autour de l'autoroute, les affrontements sont sanglants.

Plus tard, à Sochaux, la situation explosive voit les ouvriers poursuivre les CRS. En déroute, ces derniers tuent deux ouvriers.

Ces occupations et grèves ont principalement lieu au nord de la Loire, dans la France industrielle, et beaucoup moins dans le sud, moins ouvrier. Au final, les étudiants sont souvent bien accueillis par les ouvriers. Parfois, les consignes de la CGT sont appliquées, et les étudiants renvoyés chez eux. Au contraire, ce sont parfois les ouvriers qui sollicitent les étudiants, et ces derniers, encadrés par l'UNEF, qui refusent. Partout où les grèves virent à l'affrontement, le sang froid et l'expérience des étudiants d'organisations « gauchistes », en particulier «maos» ou anarchistes, sont vus par les ouvriers comme un point central qui leur à permis de résister.

Mai-Juin, un soubresaut dans la luttes des classes

Mai ne s'arrête pas brusquement le jour de la grande manifestation gaulliste, comme le prétendent les historiens bourgeois. Mai n'est pas une erreur de l'histoire, un événement incompris, mais un sursaut de la lutte entre les classes. A la reprise du travail naît une nouvelle forme d'organisation ; les comités de base. Toutefois, sans Parti, sans Quartier Général de la Révolution, l'expérience ouvrière est peu ou mal synthétisée ; d'autant plus que le manque d'essence et de communications empêche un contact massif entre les différentes zones de grèves. L'immense majorité des ouvriers ignore ce qu'il s'est passé dans les autres entreprises. Sans un reportage national, personne n'aurait su comment les accords de Grenelle ont été accueillis à Renault-Billancourt et personne n'aurait refusé ces accords.

La Gauche Prolétarienne est alors créée en septembre 1968 par une quarantaine de militants et militantes du mouvement du 22 mars et de l'UJC-ML. Elle permettra de développer le journal «La Cause du Peuple», véritable organe de propagande mao qui regroupe autour de lui des comités issus des masses, et qui est souvent prétexte à des affrontements violents : diffuser la Cause du Peuple et mettre une raclée aux révisionnistes et aux flics fait partie du même acte, du même mouvement pour «prendre» un marché ou un quartier populaire, une usine...

Les maos insistent toujours sur l'aspect de la violence révolutionnaire, et de la justice populaire : l'idée est simple, dans les organisations de masse fondées par la Gauche Prolétarienne, ou dirigées par elle, des organisations militarisées se forment permettant des actions «coup de poing», faisant monter d'un cran l'antagonisme social.

Le premier exemple, c'est le pillage d'un magasin Fauchon, grand magasin de luxe, par un commando étudiant de plusieurs dizaines de membres ; les produits sont redistribués dans un bidonville de Nanterre. Le message est clair : prenez par la force ce que la société vous refuse !

Plus tard, c'est l'Usine de Renaut Flins, dans les Yvelines à l'ouest de Paris, qui est attaquée par un commando de 200 «GPistes» équipés, qui mettent une volée à la maîtrise et à la sécurité de l'usine et tiennent un meeting sauvage un an après la mort de Gilles Tautin, jeune militant assassiné le 10 juin 1968 à Flins. S'échappant par un ruisseau, ils parviendront à partir malgré la présence d'hélicoptères de police, avec seulement une petite poignée d'arrestations.

Cette violence, c'est selon les maos «la dictature du prolétariat en acte», c'est le pouvoir populaire qui se construit. Quelques exemples de cette politique sont à noter : campagne à Renaut Billancourt (45 000 ouvriers) pour le métro gratuit qui finit en immense bagarre avec la police, puis par la redistribution des tickets de métro ; mise en place des Groupes Ouvriers Anti Flics (GOAF) qui tabassent les petits chefs les plus détestés des usines ; Groupe Antifascistes Multinationaux qui tournent dans les quartiers du nord de Paris pour empêcher les crimes racistes de la police et des fascistes, etc.

Les maos de l'époque n'utilisent quasiment pas de moyens légaux. Ils déblayent, développent des pratiques anti révisionnistes et tracent des lignes de démarcation entre eux, la gauche révolutionnaire, et les révisionnistes du PCF et de la CGT, même quand ceux-ci sont «durs» dans leurs revendications.

Pour se lier aux masses, au-delà de la violence prolétarienne, les maos utilisent «l'établissement» : il s'agit d'aller en usine, à l'entrepôt ou au champ pour comprendre et apprendre des ouvriers eux même, de leur travail et de leur lutte.

Cette stratégie mise en place par la Gauche Prolétarienne développe une véritable base parmi les jeunes ouvriers, notamment immigrés. Les militants mettent en avant qu'il faut comprendre les masses et s'identifier à elles. De cette manière, le mouvement révolutionnaire peut s'implanter et construire ses bases dans les quartiers et les usines, et par extension les universités quand elles existent.

La liquidation

L'échec essentiel des luttes du peuple de 1968 et des organisations comme la Gauche Prolétarienne tient en général à l'absence d'un Parti communiste capable de donner une direction juste et à même de mener les luttes du peuple, et en particulier du refus des organisations maoïstes à construire ce Quartier Général du prolétariat dans le feu de la lutte des classes–en témoigne le spontanéisme de la Gauche Prolétarienne. Dans cette organisation spécifiquement, le parasitisme de dirigeants petits bourgeois pour qui les carrières

bourgeoises étaient à portée de main, contrairement aux nombreuses et nombreux militants de terrain prolétaires ou établis, a conduit à l'abandon de toute perspective révolutionnaire au cours des années 1970. En novembre 1973, la direction opportuniste de la Gauche Prolétarienne, menée par une clique, organise sa dissolution et sa liquidation et abandonne la base ouvrière combative.

Cette façon de fonctionner ne sort pas de nulle part : dès 1967, l'UCJ-ML, dans ses objectifs stratégiques, refusait la construction d'un Parti « par en haut » et préconisait la création de noyaux capable de former « par en bas » le Parti. Dans son document *Édifions le Parti Communiste à l'époque de la révolution culturelle*, l'UJC(ML) explique qu'aucun parti ne peut être fondé avant que le mouvement communiste ait la direction du mouvement de masse, et que, sinon, il ne peut se proclamer Parti. Or, c'est un modèle anti-dialectique, qui ne voit pas que le Parti ne peut se construire qu'en même temps que la lutte de masse. Ainsi, sans Parti, la direction petite-bourgeoise de la jeune Gauche Prolétarienne se délite et se coupe de sa base prolétarienne qui n'a pas bâti d'outil pour assurer sa direction.

Conclusion : quel héritage ?

Pour les camarades refusant cette trahison, les années qui ont suivi ont été des moments de lutte héroïque. En quête d'une théorie juste et d'une pratique nouvelle ayant tiré inspiration des victoires et échecs des « maos » de 68 et d'après, certains se dirigent vers l'autonomie, tandis que d'autres retournent au marxisme-léninisme anti-révisionniste. Dans une période de reflux de la lutte prolétarienne, peu nombreux sont ceux qui réussissent à tenir une ligne rouge. Le cas de notre Camarade Pierre, mort en décembre dernier et dirigeant de premier plan dans le Parti Communiste maoïste, est marquant. Bien que militant déterminé de la base de la Gauche Prolétarienne, son apprentissage du marxisme-léninisme-maoïsme n'a pu être accompli que par l'assistance résolue des camarades étrangers en exil sur le territoire français. L'implantation et le développement de la synthèse communiste actuelle, le marxisme-léninisme-maoïsme, n'a donc pu commencer que des années après 68 et la Gauche Prolétarienne, et elle se nourrit des succès et échecs des luttes de cette période pour mener les luttes de notre temps.

Quelques lectures recommandées :

Les nouveaux Partisans, une histoire de la Gauche Prolétarienne

Le Peuple Français, n°2, 2e série, avril-juin 78

Les cahiers de Mai, série complète

"LES PHILOSOPHES N'ONT FAIT QU'INTERPRÉTER DIVERSEMENT LE MONDE, IL S'AGIT MAINTENANT DE LE TRANSFORMER."
– Karl Marx